

Soudan/Au lendemain de la chute du président Béchir La rue reste mobilisée

AFP

Khartoum/Soudan

Les manifestants entendent chasser les généraux du régime. Lesquels ont dû promettre un "gouvernement civil".

AU lendemain de la destitution d'Omar el-Béchir, resté 30 ans au pouvoir au Soudan, la foule des manifestants rassemblée à Khartoum est désormais déterminée à chasser les généraux du régime qui ont tenté hier d'apaiser la rue en promettant un "gouvernement civil".

Les principaux chefs de l'armée ont par ailleurs confirmé hier que le président déchu était en détention mais qu'il ne serait pas "livré à l'étranger", alors qu'il est sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI).

Après des semaines de manifestations réclamant son départ, Omar el-Béchir, qui dirigeait le Soudan d'une main de fer depuis 1989, a été renversé jeudi par un coup d'Etat de l'armée qui a mis en place un "Conseil de transition militaire" pour deux ans ("L'Union" d'hier).

Affichant leur rejet de cette transition, les manifestants ont passé leur sixième nuit consécutive devant le quartier général de l'armée. Malgré le couvre-feu imposé de 20H00 GMT (21H00 au Gabon) à 02H00 GMT (03H00 au Gabon), la nuit a été calme.

Les militaires au pouvoir ont cherché à les rassurer. Le futur gouvernement sera "un gouvernement civil, dans lequel nous n'interviendrons pas", a assuré à la télévision d'Etat le général Omar Zinelabidine, membre du Conseil militaire de transition, lui-même dirigé par le ministre de la Défense Awad Ibn Ouf. L'armée dialoguera "avec



Photo : AFP

Ils ont certes obtenu la chute du président Béchir. Mais les contestataires ne veulent pas d'un régime militaire.

toutes les entités politiques", a ajouté M. Zinelabidine, soulignant que le Conseil militaire ne permettrait "aucune atteinte à la sécurité" sur le territoire. A l'occasion d'un grand rassemblement pour la prière du vendredi, des milliers de femmes et hommes vêtus de blanc ont afflué sous un soleil brûlant devant le QG de l'armée à Khartoum, selon des témoins. L'imam de la prière était enveloppé du drapeau soudanais.

"C'EST NOTRE PLACE" • "C'est la première fois que je viens ici, j'ai répondu à l'appel pour venir faire la prière ici", explique Hussein Mohamed, un homme âgé venu d'Omdourman, ville voisine de Khartoum. "Je suis impressionnée par ce que font ici ces jeunes femmes et hommes", a-t-il ajouté.

"C'est notre place. Nous l'avons prise et nous n'allons pas l'abandonner jusqu'à ce que la victoire soit acquise. On a violé le couvre-feu. Nous allons continuer à le faire jusqu'à ce que nous obtenions un gouvernement de

transition", a affirmé Abou Obeïda, un manifestant devant le QG de l'armée.

De nombreux soldats sont visibles dans la foule, discutant avec les contestataires. Le général Zinelabidine a affirmé hier que le Conseil militaire était prêt à "s'asseoir avec les protestataires et à les écouter (...) et à travailler main dans la main avec eux (...) pour trouver des solutions" aux problèmes des Soudanais.

La décision du gouvernement le 19 décembre de tripler le prix du pain dans ce pays en plein marasme économique avait déclenché les manifestations. Une session d'urgence du Conseil de sécurité de l'Onu sur le Soudan a débuté hier à huis clos, à l'appel de six capitales, dont Washington, Paris et Londres.

Les Etats-Unis, qui maintiennent des sanctions contre le Soudan, pays sur leur liste des Etats soutenant "le terrorisme", ont exhorté l'armée à intégrer les civils au gouvernement, tout en saluant un "moment historique".

L'Union européenne a aussi

appelé l'armée à un transfert "rapide" du pouvoir aux civils, tandis que l'Union africaine a critiqué la "prise de pouvoir par l'armée".

La Ligue arabe a pour sa part appelé "au dialogue politique" pour répondre aux aspirations du peuple soudanais.

La Tunisie, seul pays de la région étant parvenu à consolider sa démocratisation après un soulèvement populaire, a également exprimé l'espoir d'une transition pacifique.

"REVOLUTION DE PALAIS"

M. Béchir a tenté de réprimer le mouvement de contestation par la force et instauré le 22 février l'état d'urgence à l'échelle nationale. Selon un bilan officiel, 49 personnes ont été tuées depuis le 19 décembre.

Parmi les autres mesures décrétées jeudi par les militaires figurent la fermeture des frontières terrestres jusqu'à nouvel ordre et un cessez-le-feu à travers le pays, notamment au Darfour (ouest), où un conflit a fait plus de 300 000 morts depuis 2003 selon l'ONU.

Ces dernières années, le niveau de violence a toutefois diminué au Darfour, M. Béchir ayant annoncé plusieurs trêves unilatérales. L'un des chefs rebelles du Darfour a dit jeudi rejeter le coup d'Etat et a appelé à "un gouvernement civil de transition".

Cette "révolution de palais" vise surtout "à protéger le régime et empêcher l'opposition, des civils, des non-islamistes (...) de prendre le pouvoir", explique à l'AFP depuis Paris Jérôme Tubiana, chercheur indépendant sur le Soudan depuis 20 ans.

"Le fait que Béchir ait accepté sa destitution prouve qu'il s'agit, plutôt que de le livrer à la CPI, de le protéger. Rien d'étonnant de la part d'hommes qui ont été (...) ses complices", juge-t-il. Amnesty International a appelé à "remettre" M. Béchir à la CPI.

En 2009, cette Cour basée à La Haye avait lancé un mandat d'arrêt contre lui pour "crimes de guerre" et "contre l'humanité" au Darfour, ajoutant en 2010 l'accusation de "génocide".

L'Afrique en bref

•Cameroun/Explosion. Au moins 3 soldats tués dans l'Extrême-Nord

Au moins trois soldats ont été tués dans l'explosion de leur véhicule sur une mine, hier dans l'Extrême-Nord du Cameroun, région frontalière du Nigeria où sévit le groupe jhadiste Boko Haram, a appris l'AFP de sources sécuritaires.

•Kenya/Rapt. Deux médecins cubains enlevés dans le nord-est

Deux médecins cubains ont été enlevés et un policier assigné à leur protection tué hier à Mandera, une ville du nord-est du Kenya à la frontière avec la Somalie, par des hommes armés soupçonnés d'être des islamistes radicaux shebab.

•Libye/Conflit. Les combats s'intensifient au sud de Tripoli

Des combats violents opposaient hier les forces du Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par la communauté internationale aux hommes du maréchal Haftar dans la banlieue sud de Tripoli, où les affrontements ont fait des dizaines de morts et des milliers de déplacés.

A travers le monde

•Israël/Législatives. Le parti de Netanyahu progresse encore en sièges

Le parti Likoud du Premier ministre israélien sortant Benjamin Netanyahu se retrouve avec un siège de plus qu'initialement annoncé après le décompte de tous les votes aux législatives, et formera le groupe le plus important du Parlement, ont indiqué les médias hier.

•Pakistan/Attentat. 20 morts et 48 blessés à Quetta



Photo : AFP

Au moins 20 personnes ont été tuées et 48 blessées hier dans l'explosion d'une bombe revendiquée par des talibans pakistanais sur un marché de Quetta, la capitale du Baloutchistan, la plus instable des provinces du Pakistan, a annoncé un ministre provincial.

•Turquie/Diplomatie. "Génocide" arménien : altercation entre un ministre et une députée française

Une violente altercation au sujet du "génocide arménien" a opposé hier le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu et la députée française LREM Sonia Krimi lors d'une réunion de l'Assemblée parlementaire de l'Otan en Turquie.

Nigeria/Violence islamiste

Deux femmes se font exploser, faisant deux morts dans le nord-est

AFP

Kano/Nigeria

DEUX femmes kamikaze se sont fait exploser dans l'Etat de Borno, dans le nord-est du Nigeria, tuant deux personnes dans un attentat qui porte la marque des islamistes de Boko Haram, ont déclaré hier des responsables de l'armée et de milices civiles.

Les deux femmes ont déclenché jeudi les explosifs qu'elles portaient sur elles pour éviter d'être arrêtées par des soldats et des membres des milices qui combattent les jihadistes au côté de l'armée dans la ville de garnison de Monguno.

"Nous avons perdu un soldat et un milicien civil dans l'explosion qui a aussi blessé un autre soldat", a déclaré un officier sous couvert d'anonymat. "Deux femmes kamikaze

étaient impliquées dans l'incident", a-t-il dit.

Selon un dirigeant de la milice, une femme a paniqué au moment où elles étaient interrogées. Elle a déclenché ses explosifs tandis que sa complice réussissait à s'enfuir. Cette dernière s'est également donné la mort alors que les soldats et miliciens lancés à sa poursuite étaient sur le point de la rejoindre, Monguno, une ville située à 135 km de Maiduguri, la

capitale de l'Etat de Borno et berceau historique de Boko Haram, abrite une base militaire et des camps de déplacés du conflit avec les insurgés islamistes.

Cette ville de la région du lac Tchad a été attaquée à plusieurs reprises par le groupe armé qui n'a toutefois pas réussi à s'emparer de la base.

Les attentats suicides sont un mode opératoire de la faction de Boko Haram loyale à son chef de longue

date Abubakar Shekau et qui vise des cibles civiles comme les mosquées, marchés, écoles ou camps de déplacés.

Une autre faction, affiliée à l'organisation de l'Etat islamique, s'en prend de préférence à des objectifs militaires.

Le conflit débuté par Boko Haram en 2009 a fait plus de 27 000 morts et 1,8 de personnes sont toujours déplacées dans le nord-est, où sévit une grave crise humanitaire.